



Marché public de travaux

FOURNITURE ET INSTALLATION D'UN TERRAIN MULTISPORTS DANS L'ENCEINTE DU GROUPE 3iL

Marché passé selon une procédure adaptée en application des articles R.2123-1,
et des articles R.2123-4 à l'article R.2123-6 du code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

(COMMUN A TOUS LES LOTS)

Date limite de réception des offres : **VENDREDI 27 JUIN 2025**

Heure limite de réception des offres : **12 h 00**

Lieu de réception des offres :

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Pouvoir Adjudicateur

**Groupe 3iL
43 rue de Sainte-Anne
BP 834
87015 LIMOGES CEDEX 1**

Représentant du pouvoir adjudicateur (Mandataire)

**Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie
16 Place Jourdan – CS 60403
87011 LIMOGES CEDEX**

Comptable Assignataire

**Monsieur le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie
16 Place Jourdan – CS 60403
87011 LIMOGES CEDEX**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1.1 – <i>Objet de la consultation</i>	5
1.2 – <i>Décomposition en tranches et en lots</i>	5
1.3 – <i>Intervenants</i>	5
ARTICLE 2 – FORME ET PROCEDURE	6
ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE 4 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	7
4.1 <i>Durée du marché - Délai d'exécution</i>	7
4.2 – <i>Lieu de livraison</i>	7
4.3 – <i>Variantes</i>	7
4.4 – <i>Type de contractant exigé</i>	7
4.5 – <i>Délais de validité des offres</i>	7
4.6 – <i>Mode de règlement et modalités de financement</i>	8
4.7 – <i>Conditions particulières d'exécution</i>	8
ARTICLE 5 – SOUS TRAITANCE	8
ARTICLE 6 – EXÉCUTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 7 – GÉNÉRALITÉS ET DESCRIPTION DES INTERVENTIONS	9
7.1 - <i>Définition du marché</i>	9
7.2 – <i>Déroulement de la prestation</i>	10
ARTICLE 8 – PRIX DU MARCHE	9
8.1 – <i>Présentation des prix</i>	9
8.2 – <i>Contenu des prix</i>	10
8.3 – <i>Détermination des prix de règlement</i>	10
8.4 – <i>Dispositions sur les prix</i>	10
ARTICLE 9 – RÉVISION DE PRIX	10
ARTICLE 10 – MODE DE RÈGLEMENT - FACTURATION	11
ARTICLE 11 – ASSURANCES	11
ARTICLE 12 – Délai d'exécution- pénalités de retard	12
12.1 - <i>Délai d'exécution</i>	12
12.2 - <i>Pénalités</i>	12
12.2.1 <i>Pénalités de retard</i>	12

12.2.2 Pénalités pour absence aux réunions de chantier	12
12.2.3 Pénalités pour infraction aux prescriptions de Sécurité et Protection de la Santé des Travailleurs ..	12
12.2.4 Pénalités pour défaut de présentation d'attestations d'assurances	13
12.2.5 Pénalités pour non-respect d'un ordre de service	13
12.2.6 Pénalités pour retard dans la remise des documents d'études d'exécution et plannings de réalisation	13
12.2.7 Pénalités pour non-nettoyage du chantier	13
12.2.8 Pénalités pour non-respect des obligations relatives au suivi et à la gestion des déchets	13
12.2.9 Pénalités pour non-respect des obligations lors des périodes de mise en service et période d'observation	13
12.2.10 Pénalités pour retard dans la remise des documents après exécution	14
12.2.11 Pénalités pour retard dans le repli de chantier	14
12.2.12 Pénalités pour non remise en état des lieux	14
12.2.13 Autres pénalités diverses.....	14
12.2.14 Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé.....	14
ARTICLE 13 – RÉSILIATION.....	15
ARTICLE 14 – DÉROGATION AU CCAG/TRAVAUX.....	15

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – Objet de la consultation

L'objet de la présente consultation concerne la fourniture et l'installation d'un terrain multisport dans l'enceinte du Groupe 3iL situé 43 rue de Sainte-Anne 87000 Limoges, conformément aux dispositions des Cahiers des clauses Techniques Particulières (CCTP) joint.

Le lieu d'exécution des prestations :

**Groupe 3iL
43 rue de Sainte-Anne
87000 LIMOGES**

1.2 – Décomposition en tranches et en lots

Le marché ne contient pas de tranche.

Le présent marché comporte deux lots :

- Lot 1 : Terrassement
- Lot 2 : Fourniture et installation d'un terrain multisports

Les candidats peuvent présenter une offre pour un lot ou pour plusieurs lots ou pour l'ensemble des lots. Les offres seront examinées lot par lot, les lots seront attribués, soit à une entreprise, soit séparément à plusieurs entreprises, soit plusieurs lots à la même entreprise.

1.3 – Intervenants

Le maître de l'ouvrage est :

**Groupe 3iL
43 rue de Sainte-Anne– 87000 Limoges**

Représenté par son mandataire : Chambre de Commerce et d'Industrie de Limoges et Haute-Vienne 16 Place Jourdan 87000 Limoges

ARTICLE 2 – FORME ET PROCEDURE

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles R.2123-1, et des articles R.2123-4 à l'article R.2123-6 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous :

→ Le Règlement de consultation commun à tous les lots (RC)

- L'acte d'engagement **pour chaque lot** (ATTRI1)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
- Le Cahiers des clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- La trame du mémoire technique
- La notice d'information DUME
- Les documents DC1, DC2,

Le marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. Ses dispositions prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire, préalablement à la signature du présent marché.

A noter que le CCAG/TRAVAUX applicable aux marchés de travaux publics étant réputé connu des entreprises répondant au présent marché n'est pas joint matériellement au dossier de consultation des entreprises.

Ce document est téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'y intégrer.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat ou de location, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Le document applicable sera celui en vigueur à la date de remise des offres fixé par le règlement de consultation.

Les prestations, objet du présent marché, devront être conformes :

- aux dispositions et spécifications techniques des CCTP
- aux normes françaises homologuées ou à d'autres normes applicables en France, en vertu d'accords internationaux, en vigueur le premier jour du mois précédant la date limite de réception des offres
- aux normes françaises ou à des normes internationales existantes dans un autre Etat membre de l'Union Européenne, transposant les normes européennes, en vigueur pendant la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

4.1 Durée du marché - Délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché commence à compter de la date de notification. Durée du chantier estimée : 2 mois.

Date de livraison : 30/09/2025

La réception des travaux est prévue la semaine 41.

4.2 – Lieu de livraison

Les travaux devront être exécutés à l'adresse suivante :

**Groupe 3iL
43 rue de Sainte-Anne
87000 LIMOGES**

4.3 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées. Les candidats doivent présenter une offre conforme au dossier de consultation.

4.4 – Type de contractant exigé

L'offre des candidats sera présentée par une entreprise seule (titulaire unique) ou par un groupement. L'acheteur souhaite que le groupement, s'il devient titulaire du marché, adopte la forme solidaire. La forme de ce groupement ne peut pas être exigée au stade de la candidature.

En conformité avec les dispositions des articles R.2142-19 à R.2142-24 et R.2142-26; R.2142-27 et 2143-3 du code de la commande publique, il est rappelé que :

- un même prestataire peut présenter une candidature soit à titre individuel, soit en qualité de membre d'un (ou de plusieurs) groupement(s), mais qu'il ne peut en aucun cas cumuler ces deux qualités en réponse à une même consultation,
- l'un des prestataires doit être désigné comme mandataire pour représenter l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur, et coordonner les prestations des membres du groupement,
- un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement en réponse à une même consultation.

Après analyse des offres, si un groupement pressenti pour être titulaire du marché n'est pas de forme solidaire, l'acheteur imposera que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire de ses membres.

4.5 – Délais de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à quatre-vingt-dix **(90) jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

4.6 – Mode de règlement et modalités de financement

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de **trente (30) jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le mode de règlement est le virement bancaire.

Sur demande du ou des attributaires du marché, une avance pourra être versée en application des articles R.2191-3 à R.2191-10, R.2191-13, et R.2191-15 à R.2191-18 du Code de la commande publique.

Le marché est financé par le Groupe 3iL.

4.7 – Conditions particulières d'exécution

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article R.2113-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 5 – SOUS TRAITANCE

La sous-traitance sera autorisée dans les conditions prévues par les articles L.2193-1, L.2193-3, L.2193-8 et L.2193-9 du code de la commande publique.

La sous-traitance de l'exécution de certaines parties du marché est possible à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation préalable de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Les sous-traitants sont soumis à l'accord préalable de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

La sous-traitance est régie par la loi du 31 décembre 1975 et par les articles L.2193-1, L.2193-3, L.2193-8 et L.2193-9 du code de la commande publique qui prévoit le paiement direct de la personne publique cocontractante au bénéfice du sous-traitant déclaré et ce dès que le montant du contrat de sous-traitance atteint 600 € TTC.

Le sous-traitant peut être présenté soit au stade de la candidature, soit au stade de l'offre, ou encore au stade de l'exécution de la prestation.

Les sous-traitants devront fournir lors du dépôt de leur offre un dossier complet comprenant l'ensemble des pièces demandées aux candidats dans l'avis d'appel public à la concurrence nécessaire à l'agrément des sous-traitants.

Si ces sous-traitants ne sont pas encore désignés au jour du dépôt de l'offre, le candidat a l'obligation d'indiquer dans l'acte d'engagement le détail des prestations et le montant éventuel de prestations qu'il envisage de sous-traiter par la suite, au cours de l'exécution du marché.

ARTICLE 6 – EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Pour toute remise d'une offre, la visite du site est **facultative**.

Les candidats pourront ainsi se rendre compte sur place des prestations à effectuer et ne pourront arguer d'une méconnaissance des lieux pour limiter leurs interventions ultérieurement.

Le titulaire aura ainsi estimé toutes les difficultés inhérentes au marché et ne pourra prétendre à aucune indemnité supplémentaire pour défaut d'information. De même, il ne pourra induire des imprécisions, d'erreurs, omissions ou contradictions du présent règlement de consultation pour justifier une demande de supplément.

Pour prendre rdv merci de contacter le service logistique du Groupe 3iL à logistique@3il.fr

Une attestation de visite sera remise aux candidats à l'issue de la visite le cas échéant et celle-ci devra être jointe au dossier lors de la remise des offres.

L'entrepreneur est libre de choisir ses fournisseurs à condition que les produits livrés correspondent aux prescriptions du présent marché. Chaque entreprise ou le groupement s'engage, au quotidien, à maintenir la propreté du chantier et doit s'assurer du respect des instructions de l'article 99.7 du Règlement Sanitaire Départemental. Chaque titulaire prendra possession du terrain dans l'état où il le trouve lors de son intervention et est responsable de tous les dégâts causés par leurs personnels, appareils et véhicules :

- à la voie publique, aux bordures de trottoirs,
- aux voies privées, espaces verts, bordures et plantations privées,
- à la propriété des tiers,
- etc...

ARTICLE 7 – GÉNÉRALITÉS ET DESCRIPTION DES INTERVENTIONS

7.1 - Définition du marché

Sur le site de formation du Groupe 3iL, il est nécessaire de réaliser les travaux d'aménagement d'un terrain multisports.

Ces travaux devront prendre en compte tant dans la conception que dans la réalisation les contraintes spécifiques liées à un établissement accueillant du public.

7.2 – Déroulement de la prestation

Le début prévisionnel des prestations à assurer est fixé à compter de la date de notification (début / mi-juillet).

Les travaux se dérouleront dans un délai global de deux (2) mois.

L'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier fixés par la maîtrise d'ouvrage aux jours et heures qui seront impératifs.

ARTICLE 8 – PRIX DU MARCHÉ

8.1 – Présentation des prix

Les prix seront présentés :

- a) à l'acte d'engagement **ATTR1** et si besoin à son annexe **DC4** en cas de sous-traitance, un acte d'engagement par lot
- b) au **devis détaillé** que remettra le candidat

8.2 – Contenu des prix

Les prix présentés à l'acte d'engagement et au devis sont réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison des différents sites précisés dans le présent dossier de consultation des entreprises,
- la réalisation des prestations telles que définies dans le présent dossier de consultation des entreprises,
- toutes sujétions comprises pour une exécution complète et soignée des prestations demandées,

Aucun frais supplémentaire ne peut s'y ajouter.

8.3 – Détermination des prix de règlement

Les prix figurant sur le devis détaillé de chaque lot seront donnés en euros hors taxes.

Le soumissionnaire est réputé avant la remise de son offre :

- avoir contrôlé toutes les indications portées dans le présent cahier des charges, notamment celles données par les pièces écrites ; s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes, concordantes.

Tout ce qui serait indiqué dans les pièces écrites du dossier remis au titulaire mais ne figurant pas sur les annexes ou réciproquement, aura la même valeur que si les indications correspondantes étaient portées sur l'ensemble des documents.

- s'être entouré de tous les renseignements utiles auprès du pouvoir adjudicateur.

En outre, le soumissionnaire du marché reconnaît formellement que les prix qu'il a consentis tiennent compte de toutes les prestations décrites au sein du présent dossier de consultation des entreprises ainsi que des prestations, garanties et obligations résultant du marché, des impôts, des taxes et redevances en vigueur, et de toutes charges et aléas pouvant résulter de l'exécution du marché.

Aucun frais supplémentaire ne peut s'y ajouter. Le montant TTC s'entend au taux de TVA en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

8.4 – Dispositions sur les prix

En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées en lettres à l'acte d'engagement prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre.

Si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans le devis, le montant total ne sera pas rectifié pour le choix de l'offre la plus avantageuse.

ARTICLE 9 – RÉVISION DE PRIX

Le marché sera conclu à prix ferme dans les conditions mentionnées aux articles R.2112-15 à R.2112-17 du code de la commande publique.

ARTICLE 10 – MODE DE RÈGLEMENT - FACTURATION

Les sommes dues seront payées en euros dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement.

Le mode de règlement est le virement bancaire.

Le marché est financé par le Groupe 3iL

Les factures seront libellées en euros et adressées via la plateforme CHORUS PRO (référence du marché 20252706 et Siret 397 704 628 00015).

Les factures afférentes au paiement seront libellées en euros et établies en un original et deux copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal (en cas de changement de coordonnées bancaires, le prestataire en avisera l'administration par courrier auquel sera joint un relevé d'identité bancaire ou postal),
- le numéro et la référence du marché,
- la désignation complète des produits, leur conditionnement et leur qualité,
- l'adresse de livraison,
- le montant des prix unitaires hors taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC,
- la date,

La facture sera libellée en euros. Le règlement des prestations se fera en euros.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA, et l'administration lui communiquera un numéro d'identification fiscale.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

Les offres des candidats et tous les documents relatifs au présent marché seront entièrement rédigés

ARTICLE 11 – ASSURANCES

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance, en cours de validité et contracté auprès d'une assurance de solvabilité notoire, au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1241 et 1242 modifiés du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, garantissant les conséquences pécuniaires qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il doit produire, dans le délai de 15 jours à compter de la notification du marché et à toute demande du pouvoir adjudicateur, une attestation de son assureur en cours de validité indiquant la nature et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre, immédiatement, une nouvelle attestation.

ARTICLE 12 – DELAI D'EXECUTION – PENALITES

12.1 Délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché commence à compter de la date de notification. Durée du chantier estimée : 2 mois.

Date de livraison : 30/09/2025

La réception des travaux est prévue la semaine 41.

12.2 Pénalités

12.2.1 Pénalités de retard

En cas de retard dans l'achèvement des travaux, le titulaire subira des pénalités journalières.

L'application des pénalités ne dispensera pas l'Entrepreneur d'exécuter les prestations incriminées.

Les différentes pénalités visées au présent article peuvent éventuellement se cumuler. Elles sont non plafonnées.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Les pénalités sont prononcées au profit du Groupe 3iL par son exécutif. Elles sont notifiées à l'Entrepreneur et au comptable assignataire des paiements.

Les pénalités seront payées par déduction opérée sur la première facture présentée par l'Entrepreneur postérieurement au constat du manquement.

Le Groupe 3iL peut en outre réclamer à l'Entrepreneur les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier les défaillances de l'Entrepreneur, notamment en cas de non-réalisation d'une prestation prévue par le CCTP ou le mémoire technique de l'Entrepreneur.

Les pénalités de retard, calculées par jour calendaire, seront appliquées sur simple constatation écrite (courrier, mail, compte-rendu etc.) du retard, sans mise en demeure préalable, et jusqu'à l'accomplissement des obligations contractuelles auxquelles elles font référence (réception des informations par le maître d'ouvrage, intervention de l'Entrepreneur, réparation, etc.).

Par dérogation aux dispositions de l'article 19 du CCAG-Travaux, en cas de retard dans l'exécution des travaux, il est appliqué une pénalité journalière fixée à 100 €.

12.2.2 Pénalités pour absence aux réunions de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à 150 €.

12.2.3 Pénalités pour infraction aux prescriptions de Sécurité et Protection de la Santé des Travailleurs (le cas échéant)

- Pénalités pour non-respect des prescriptions du coordonnateur SPS

En cas de non-observation des prescriptions mentionnées par le coordonnateur SPS, l'entrepreneur pourra subir sans préjudice des sanctions prévues par la loi N°93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application, les pénalités suivantes :

Le non-respect de la prescription pourra engendrer pour l'entrepreneur une pénalité journalière de 300 €, jusqu'au jour du respect de la prescription.

Le non-respect de la prescription pourra entraîner un arrêt de chantier aux frais et aux torts exclusifs du titulaire.

- Pénalités pour non remise des PPSPS

Indépendamment des dispositions prévues par la loi N°93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application, l'entrepreneur pourra subir une pénalité journalière de 100 €, pour non remise dans les délais des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.). Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation écrite du retard par le coordonnateur SPS, sans mise en demeure.

12.2.4 Pénalités pour défaut de présentation d'attestations d'assurances

En cas de retard ou de refus dans la remise des attestations d'assurance, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €.

12.2.5 Pénalités pour non-respect d'un ordre de service

En cas de non-respect d'un Ordre de Service, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à 100 €.

12.2.6 Pénalités pour retard dans la remise des documents d'études d'exécution et plannings de réalisation

Dès le démarrage des travaux, l'Entreprise réalisera ses études d'exécution et un planning précis des interventions. Ce planning sera mis à jour sur demande de la MOE, en concertation avec les différents Intervenants.

En cas de non remise de ce planning mis à jour dans les 5 jours suivant une demande du Maître d'œuvre, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 200 €.

12.2.7 Pénalités pour non-nettoyage du chantier

Durant la période d'exécution des travaux, l'Entreprise prévoira un nettoyage complet du site deux fois par mois (évacuation des déchets, ...).

En cas de non-nettoyage, ces opérations seront faites aux frais du titulaire sans préjudice d'une pénalité forfaitaire de 1 000 €, et ce conformément aux articles 37.2 et 37.3 du CCAG-Travaux.

12.2.8 Pénalités pour non-respect des obligations relatives au suivi et à la gestion des déchets

En cas de non-respect de l'obligation définie à l'article du présent document, le titulaire sera redevable d'une pénalité forfaitaire de 1 000€.

12.2.9 Pénalités pour non-respect des obligations lors des périodes de mise en service et période d'observation

En cas de non-respect des obligations qui incombent au titulaire lors de la période de mise en service et période d'observation, le titulaire sera redevable d'une pénalité journalière fixée à 100€.

12.2.10 Pénalités pour retard dans la remise des documents après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire, une retenue sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du CCAG-Travaux sur les sommes dues au titulaire.

Le montant de cette retenue est fixé à 500 €.

12.2.11 Pénalités pour retard dans le repli de chantier

Le repliement des installations de chantier devra être réalisé dans un délai de 2 semaines à compter du constat d'achèvement de construction.

En cas de retard, une pénalité de 500 € par jour de retard sera appliquée.

12.2.12 Pénalités pour non remise en état des lieux

La remise en état des lieux devra être réalisée dans un délai de 1 mois à compter du constat d'achèvement de construction.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire sans préjudice d'une pénalité forfaitaire de 1000 €, et ce conformément aux articles 37.2 et 37.3 du CCAG Travaux.

12.2.13 Autres pénalités diverses

Il est par ailleurs prévu pour l'application des pénalités suivantes :

- Pénalité journalière (calendaire) de 100 € pour retard de production de pièces techniques (plan, note de calcul ...) ou administratives demandée par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le bureau de contrôle ou le coordonnateur SPS
- Pénalité journalière (calendaire) de 100 € pour retard de réponse au VISA du contrôleur technique ou du maître d'œuvre.
- Pénalités journalière (calendaire) de 200 € pour non-respect des horaires de chantier indiqués aux CCTP.

12.2.14 Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Une pénalité pourra être appliquée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail.

La pénalité sera de :

- 5 % du montant du contrat en cas de travail dissimulé, tel que défini à l'article L. 8222-1 du Code du travail.
- 5 % du montant du contrat en cas de travail dissimulé, tel que défini à l'article L. 8222-1 du Code du travail, d'un mineur soumis à l'obligation scolaire.

Conformément à l'article R. 8222-3 du Code du travail, la pénalité sera appliquée après mise en demeure du titulaire, adressée par lettre recommandée avec avis de réception, de régulariser sa situation au regard du code du travail, restée sans réponse dans les 15 jours.

La mise en demeure indiquera la nature de l'infraction, le fait que le maître d'ouvrage envisage l'application de la pénalité correspondante et le montant de la pénalité.

Le titulaire doit pouvoir consulter les éléments de son dossier pouvant être utiles à sa défense.

Le Groupe 3iL se réserve toutefois le droit d'opter pour la résiliation du contrat aux frais et risques du cocontractant à l'issue de la mise en demeure restée sans réponse.

ARTICLE 13 – RÉSILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG Travaux.

Seules les stipulations du CCAG Travaux, relatives à la résiliation, sont applicables.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert, est subordonnée à la réception immédiate par le Maître d'œuvre, des documents énumérés à l'article 2.23 du CCAG, complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-11, R.2143-12, R.2143-16 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 à 8 du Code du Travail conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

ARTICLE 14 – DÉROGATION AU CCAG/TRAVAUX

L'article 12 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 19 du CCAG-Travaux.